



Bureau du 31 mai 2018

Membres en exercice : 17

Membres présents ou supplés : 12

Membres ayant donné mandat : 1

Nombre de voix : 13

Pour : 13

Contre : 0

Abstention : 0

DELIBERATION n°20180204
APPROBATION DE LA CONVENTION D'APPLICATION 2017-2020
DE LA CHARTE DU PARC NATIONAL DES CEVENNES
AVEC LA COMMUNE DE BARRE-DES-CEVENNES

Le bureau de l'établissement public du Parc national des Cévennes, convoqué par courriel du 25 mai 2018, s'est réuni le 31 mai 2018 à 9h30, à la salle de réunion de la communauté de communes *Causse Aigoual Cévennes Terres solidaires* à l'Espérou, sous la présidence de M. Henri COUDERC :

Présents avec voix délibérative :

- M. Roland CANAYER, 1^{er} vice-président du conseil d'administration de l'EP PNC,
- M. Jean-Pierre ALLIER, 2^e vice-président du conseil d'administration de l'EP PNC,
- Mme Catherine CIBIEN, présidente du conseil scientifique de l'EP PNC,
- M. Lucien AFFORTIT, président de la commission *Tourisme* de l'EP PNC,
- Mme Isabelle FARDOUX-JOUVE, présidente de la commission *Patrimoine culturel* de l'EP PNC,
- M. Christian HUGUET, président de la commission *cynégétique* de l'EP PNC,
- Mme Michèle MANOA, présidente de la commission *EEDD-Sensibilisation* de l'EP PNC,
- M. Thomas VIDAL, président de la commission *Biodiversité* de l'EP PNC,
- M. Georges ZINSSTAG, président de la commission *Agriculture* de l'EP PNC,
- M. Martin DELORD, représente M. Denis BOUAD, président du département du Gard,
- M. Xavier CANELLAS représente M. Xavier GANDON, directeur de la DDT de Lozère.

Avant donné pouvoir :

- Mme Sophie PANTEL, présidente du département de la Lozère, a donné pouvoir à Mme Michèle MANOA.

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.331-3 et R.331-23,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006,

Vu le décret n°2013-995 en date du 8 novembre 2013 approuvant la charte du Parc national des Cévennes,

Vu les arrêtés préfectoraux n°2014139-0001 du 19 mai 2014 de M. le préfet de région Languedoc-Roussillon et n°2017111-0001 du 21 avril 2017 de M. le préfet de région Occitanie, constatant les adhésions des communes à la charte du Parc national des Cévennes,

Vu la délibération n°20170024 du 25 janvier 2017 du conseil d'administration de l'EP PNC par laquelle il délègue certaines de ses attributions au bureau,

Vu la délibération en date du 08/03/2018 du conseil municipal de Barre-des-Cévennes autorisant le maire à signer la présente convention,



Sur proposition de la directrice de l'établissement,

Après un vote à l'unanimité, le bureau de l'EP PNC :

- approuve la convention d'application 2017-2020 relative à la mise en œuvre opérationnelle des objectifs et des orientations de charte du Parc national des Cévennes, avec la commune de Barre-des-Cévennes ;
- autorise le président du conseil d'administration et la directrice de l'EP PNC à signer cette convention.

La secrétaire de séance,

La directrice adjointe,
Laurence DAYET

Le président du bureau,

Henri COUDERC



Parc national
des Cévennes



Barre
des Cévennes

CONVENTION D'APPLICATION

2017-2020

DE LA CHARTE DU PARC NATIONAL DES CEVENNES



ENTRE

la commune de **BARRE-DES-CÉVENNES**, représentée par son maire, François ROUYEYROL, et dénommée ci-après « la collectivité », **d'une part,**

ET

L'établissement public du Parc national des Cévennes, représenté par son président, Henri COUDERC, et sa directrice, Anne LEGILE, et dénommé ci-après « l'établissement public », **d'autre part,**

C

PARC NATIONAL DES CÉVENNES
RÉSERVE DE BIOSPHERE DES CÉVENNES
PAYSAGE CULTUREL DES CAUSSES ET DES CÉVENNES

CHARTE



Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.331-3 et R.331-23,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006,
Vu le décret n° 2013-995 en date du 8 novembre 2013 approuvant la charte du Parc national des Cévennes,
Vu les arrêtés préfectoraux n°2014139-0001 du 19 mai 2014 de M. le Préfet de la région Languedoc-Roussillon et n°2017111-0001 du 21 avril 2017 de M. le Préfet de la région Occitanie, constatant les adhésions des communes à la charte du Parc national des Cévennes,
Vu la délibération du bureau du Parc national des Cévennes du xx/xx/2017 autorisant la directrice et le président à signer la présente convention,
Vu la délibération du conseil municipal en date du 08/03/2018 autorisant le maire à signer la présente convention,

Préambule

La Charte du Parc national des Cévennes est un projet collectif du territoire qui a vocation à être mis en œuvre par l'ensemble des acteurs le composant.

La réussite de sa mise en œuvre repose sur l'implication et la mobilisation de tous les acteurs du territoire dans l'esprit de la démarche homme et biosphère.

Cette démarche consiste à favoriser une gestion durable des ressources naturelles pour le bien-être des populations et un développement respectueux de la nature et des cultures.

Cette recherche permanente d'un équilibre homme et nature durable, se construit dans le partenariat, le dialogue et la concertation.

La convention d'application est l'outil qui recense les actions faisant l'objet de partenariat pour décliner territorialement et de manière opérationnelle la charte.

Les signataires ont convenu ensemble ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention d'application

La présente convention d'application de la charte du Parc national des Cévennes a pour objet :

- d'identifier et de réaliser un suivi des actions présentes ou à venir menées par la collectivité sur son territoire qui contribuent à la mise en œuvre de la charte du Parc national des Cévennes,
- de définir l'accompagnement de l'établissement public auprès de la collectivité pour mener à bien ces actions.

Le programme d'actions annexé pourra être révisé à mi-parcours.

Les deux parties s'engagent à contribuer à ce programme d'actions dans la limite de leurs moyens techniques, humains et financiers.

Article 2 - Territoire concerné et champ d'action

La présente convention s'applique sur le territoire de la collectivité et dans la limite et le respect des compétences respectives de chacune des deux parties.

Article 3 - Date d'effet et durée de validité

La présente convention d'application prend effet à la date de sa signature et prendra fin au plus tard 31 décembre 2020.

Article 4 – Gouvernance

La collectivité désigne un **élu référent** correspondant de l'établissement public. L'élu référent assure un relais des actions entreprises et des informations auprès du conseil municipal et de la population.

L'établissement public est représenté par le **délégué territorial** du massif concerné. Il est le correspondant de la collectivité et s'assure de la coordination des actions de l'établissement public sur le territoire.

L'élu référent et le délégué territorial sont responsables de l'animation et du suivi de la présente convention.

Ils veillent à l'échange régulier d'informations sur les différents projets avec au moins une réunion physique à mi-parcours et une de bilan à la fin.

Article 5 - Communication

• **Valorisation de l'adhésion à la charte**

Les deux parties partagent le crédit moral des actions menées conjointement. Pour celles-ci, il sera systématiquement fait mention des logotypes des deux parties sur chaque produit résultant de ce partenariat (communications, éditions...).

Par ailleurs, la collectivité s'engage à valoriser son appartenance au Parc national des Cévennes en :

- installant en entrée d'agglomération le **panneau *Commune du Parc national des Cévennes***,
- utilisant sur ces supports de communication le **logo *Commune du Parc national des Cévennes***.

L'établissement public fournira à la collectivité un kit de communication lui permettant de valoriser son adhésion à la Charte.

Enfin la collectivité recevra de manière privilégiée tous les supports de communication et actualités de l'établissement public.

• **Respect des règles de publicité des financeurs publics**

Pour toutes les actions pour lesquelles la collectivité bénéficie de financements directs ou indirects de la part de bailleurs de fonds y compris pour des actions portées par l'établissement public, la collectivité s'engage à respecter ses obligations en matière de publicité. A défaut, elle en supportera les conséquences financières.

Article 6 – Modification de la présente convention

Toute modification apportée à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 7 - Clause de désaccord

Cette convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Autant que faire se peut, les parties s'entendront à l'amiable pour résoudre leur différend dans l'exécution de la présente convention et si nécessaire la clôturer.

En cas de litige persistant, l'instance compétente est le tribunal administratif de Nîmes.

La résiliation est sans effet sur l'adhésion de la collectivité à la charte du Parc national des Cévennes.

Fait à, le .../.../.....

Le maire de Barre-des-Cévennes

M. François ROUYEYROL

**Le président du Conseil d'administration
du Parc national des Cévennes**

M. Henri COUDERC

**La directrice de l'établissement public
du Parc national des Cévennes**

Mme Anne LEGILE

PROGRAMME D' ACTIONS 2017-2020

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> Est désigné comme élu référent : François ROUVEYROL 	<i>Engagement de la charte Mesure 1.1.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> Est désigné comme délégué territorial référent : Mariane Benoit 	
Élaboration du document d'urbanisme	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration en cours d'un SPR (site patrimonial remarquable) 	<i>Engagement de la charte Mesure 4.2.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> Soutien technique si la commune le souhaite 	DDT, UDAP
Réglementation de la publicité	<ul style="list-style-type: none"> RIS déjà réalisé Associer l'établissement public à la réflexion sur projet éventuel de SIL 	<i>Engagement de la charte Mesure 7.3.2</i>	<ul style="list-style-type: none"> Accompagner la collectivité dans le choix d'un outil adéquat à la pression publicitaire (SIL) Mettre à disposition la charte signalétique <i>Cœur de village</i> 	STAP 48, CD 30, CD 48, CD 07, intercommunalités, DDT
Protection des rapaces	<ul style="list-style-type: none"> Intégrer la présence de périmètres de quiétude dans les actions et projets, notamment règlementer la circulation et informer les porteurs de projets pouvant porter atteintes aux rapaces Garantir la confidentialité des données fournies dans le cadre du dispositif des périmètres de quiétude 	<i>Mesure 2.2.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> Informers sur le dispositif des périmètres de quiétude (lors d'un rdv annuel) Suivre et actualiser la méthodologie d'élaboration Suivre tout ou partie des périmètres de quiétude (selon moyens disponibles) 	Associations locales de protection de l'environnement, animateurs Natura 2000

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
Réglementation de la circulation motorisée	<ul style="list-style-type: none"> Mener une réflexion sur les enjeux de circulation existants Si enjeux, régler la circulation des véhicules à moteur sur les voies et chemin afin d'assurer la quiétude des rapaces et de limiter les conflits d'usages avec les randonneurs 	Engagement de la charte Mesures 7.2.1 et 2.2.1	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des cartes d'enjeux rapaces et des grands itinéraires de randonnée, assorties des principales préconisations 	
Expertise écologique	<ul style="list-style-type: none"> Valoriser l'expertise de l'établissement public apportée sur un projet dont la collectivité est maître d'ouvrage ou fortement partie-prenante 	Axe 2	<ul style="list-style-type: none"> Apporter à la collectivité une expertise technique en matière d'écologie et de biodiversité 	Associations locales de protection de l'environnement
Modernisation de l'éclairage public	<ul style="list-style-type: none"> Participer au <i>Jour de la Nuit</i> Candidater au label <i>Villes et villages étoilés</i> de l'ANPCEN 	Engagement de la charte Mesure 4.3.1	<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser le public aux enjeux naturalistes lors du <i>Jour de la Nuit</i> 	ADEME Occitanie, Région Occitanie, SDEE 48, ALE 48, SMEG 30, ANPCEN
Promotion de la technique de construction en pierre sèche	<ul style="list-style-type: none"> Dans le droit fil de la convention, il est à noter que cet engagement de la charte a déjà été réalisé par la commune directement avec les ABPS Si besoin, réaliser un autre chantier significatif en pierre sèche en associant l'établissement public au choix du chantier et à sa réalisation 	Engagement de la charte Mesure 4.2.3	<ul style="list-style-type: none"> Accompagner la collectivité administrativement et techniquement Mettre à disposition des documents de sensibilisation Mettre à disposition un cahier des charges type Aider à l'intégration des exigences sur la pierre sèche dans les documents de planification urbaine 	ABPS CD 30, CD 48, CD 07 CGET Massif central CNFPT

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
Collectivité zéro pesticide	<ul style="list-style-type: none"> • Un diagnostic et un plan d'amélioration des pratiques ont été réalisés • Former les agents communaux à des techniques alternatives • Mettre en place des techniques alternatives aux pesticides, notamment un éco-pâturage • Relayer l'engagement et sensibiliser les habitants à la non-utilisation des pesticides 	<i>Engagement de la Charte Mesure 3.4.3.</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en réseau et faciliter les échanges sur les bonnes pratiques • Mettre à disposition une plaquette de sensibilisation des habitants • Aide technique à la construction du projet d'éco-pâturage (réflexion sur la gestion pastorale des terrains, aide au montage technique du dossier/convention pluriannuelle de pâturage) 	Agences de l'eau et certains syndicats de bassin CNFPT
Éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) dans les établissements scolaires	<ul style="list-style-type: none"> • Suivre et s'impliquer dans le projet EEDD mené dans l'établissement scolaire de la collectivité • Participer aux frais engendrés par les déplacements pour la sortie de restitution du projet scolaire EEDD conduit avec l'établissement public 	<i>Mesure 1.3.4</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Proposer une offre EEDD • Accompagner l'établissement scolaire dans sa mise en œuvre • Mettre à disposition des ressources (intervenants, documents) 	Éducation nationale, acteurs locaux de l'EEDD
Réalisation d'un atlas de la biodiversité communale	<ul style="list-style-type: none"> • Sous réserve de financement (AFB) : être maître d'ouvrage d'un atlas de la biodiversité communale et mobiliser les moyens humains et financiers nécessaires 	<i>Mesures 1.2.1 et 1.2.2</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Sous réserve de financement (AFB) : apporter un appui technique et mobiliser des moyens humains pour co-animer la démarche, améliorer la connaissance, coordonner les animations et le volet scolaire... 	Toute personne ou structure intéressée

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
Valorisation des villages et des centres-bourgs	<ul style="list-style-type: none"> • Accueil en 2018 d'un stage d'étudiants « Habiter le grand paysage » en partenariat avec l'école d'architecture de Montpellier 	<i>Orientation 4.1 Mesures 4.2.1 et 4.2.2</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Solliciter un réseau de partenaires • Proposer une réponse à la collectivité sur sa problématique (stage, étude interne ou externe, éventuellement appui financier) • Accompagner sur la méthodologie et sur un plan technique 	ATCC CAUE DDT(M)
Exonération de la TFNB pour les terrains nouvellement exploités en agriculture biologique	<ul style="list-style-type: none"> • Prendre une délibération avant le 1^{er} octobre pour une mise en application l'année suivante • Transmettre la délibération à l'établissement public 	<i>Engagement de la charte Mesure 5.4.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Proposer un modèle de délibération 	
Reconquête agricole et pastorale	<ul style="list-style-type: none"> • En cas de projet, associer l'établissement public à l'ensemble du projet et au suivi des travaux 	<i>Mesures 5.1.2 et 5.1.3</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagner techniquement la collectivité sur l'ensemble du projet • Participer à l'étude préalable comprenant un 1^{er} état des lieux agricole, écologique et paysager afin d'évaluer le potentiel du site et aider à monter un avant-projet 	Chambres d'agriculture, ONF, CRPF, DDT(M)
En faveur de l'installation d'agriculteurs	<ul style="list-style-type: none"> • En cas de projet, associer l'établissement public à l'ensemble du projet et au suivi des travaux 	<i>Mesures 5.2.1 et 5.2.2</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagner techniquement la collectivité pour le lancement et le suivi du projet • Apporter une aide technique pour l'étude foncière 	Chambres d'agriculture, COPAGE, DDT(M), SAFER
Commune sans OGM	<ul style="list-style-type: none"> • Recueillir l'accord et l'engagement unanimes de tous les agriculteurs de son territoire • Prendre une délibération en ce sens 	<i>Mesure 5.5.2</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagner techniquement la collectivité et créer une boîte à outils « commune sans OGM » • Mettre en réseau la collectivité avec les autres communes concernées 	Les agriculteurs de la commune

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
Développement de trames de vieux bois	<ul style="list-style-type: none"> Intégrer des arbres d'intérêt écologique ou des îlots de sénescence dans la gestion des propriétés communales ou sectionales boisées en lien avec l'établissement public, et pour celles relevant du régime forestier, avec l'ONF lors de la révision de l'aménagement Relayer cette politique auprès des propriétaires forestiers privés 	<i>Mesure 2.2.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser un état des lieux et un zonage de vieux bois avec la collectivité, à partir des données connues Porter à connaissance de la collectivité les enjeux, lors des révisions d'aménagement forestier en forêt relevant du régime forestier 	ONF sur les propriétés communales ou sectionales relevant du régime forestier
Sentier d'interprétation	<ul style="list-style-type: none"> Convention de passage signée avec l'établissement Participer à la promotion du site et signaler tout dysfonctionnement (accès, signalétique...) 		<ul style="list-style-type: none"> Convention de passage signée avec la commune Valorisation culturelle et touristique du site dans le cadre du schéma d'interprétation de l'établissement 	

* L'accompagnement de l'établissement public est conditionné à une éventuelle priorisation des demandes à l'échelle de l'ensemble du territoire du Parc national